



Évaluation d'action nationale sur la sécurité du revenu des femmes



Il y a plus de 65 ans, la Déclaration universelle des droits de l'homme a établi que toutes les personnes, sans distinction de sexe, "naissent libres et égaux en dignité et en droits." Une série de traités dans les décennies suivantes, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, par ses sigles en anglais) des Nations Unies, a créé des garanties plus spécifiques pour les femmes et les filles du monde. En 1995, 189 pays ont réaffirmé leurs engagements à l'avancement des femmes des droits civils, sociaux, politiques, et économiques des filles à travers la Déclaration de Beijing et le Programme d'action, un document historique qui a établi une stratégie détaillée pour combler les lacunes et les obstacles qui persistent. Pour marquer son 20^e anniversaire, cette série de feuilles de renseignements créé par le Centre d'analyse des politiques mondiales (WORLD) examine le progrès des pays vers la promulgation des lois et des politiques pour atteindre l'égalité des sexes.

Historique

- En 1995, le Programme de Beijing a exhorté les nations à «examiner, adopter et maintenir des politiques macroéconomiques et des stratégies de développement qui répondent aux besoins et aux efforts des femmes pour surmonter la pauvreté.» Le Programme a également souligné l'importance de filets de sécurité pour «permettre aux femmes vivant dans la pauvreté à résister aux environnements économiques défavorables et à préserver leurs moyens de subsistance ».
- Malgré le recul de l'extrême pauvreté au cours des vingt dernières années, les femmes sont encore plus susceptibles que les hommes à manquer d'accès aux ressources de base comme la nourriture, l'eau potable, un abri sûr, un assainissement décent, l'électricité et les soins de santé. En outre, la pauvreté menace l'autonomie des femmes, et les expose à un plus grand risque d'être engagées dans des relations violentes.
- Des emplois et des salaires décents sont essentiels pour assurer des ressources suffisantes pour les femmes à satisfaire leurs besoins de base, et sont les plus efficaces lorsqu'ils sont couplés avec des politiques sociales complémentaires:
 - Dans le monde entier, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'occuper des emplois à bas salaire. En conséquence, un salaire minimum adéquat est particulièrement important pour protéger le revenu des femmes et réduire les différences de rémunération entre les sexes.
 - En raison de leur tendance à occuper des emplois moins sûrs que les hommes, la protection du revenu pendant les périodes de chômage est essentielle pour la stabilité économique des femmes.
 - Dans la vieillesse, les femmes sont plus vulnérables à la pauvreté que les hommes à cause des taux plus bas de participation au marché du travail formel, des salaires plus bas, et des durées de vie plus longues. Les pensions

non contributives assurent un niveau minimum de soutien du revenu pour toutes les femmes dans la vieillesse, y compris ceux qui travaillaient dans l'économie informelle.

Résultats

Assurer des salaires minimaux adéquats

- Sur les 189 pays pour lesquels des données étaient disponibles, 88% garantissent un salaire minimum à partir de 2012.
- Pourtant, certains sont trop bas: 23% des pays ont un salaire minimum qui n'est pas assez élevé pour garantir un revenu qui est au-dessus du seuil de pauvreté mondial de US \$2/jour par personne, pour une famille composée d'une mère ouvrière et un enfant à charge.

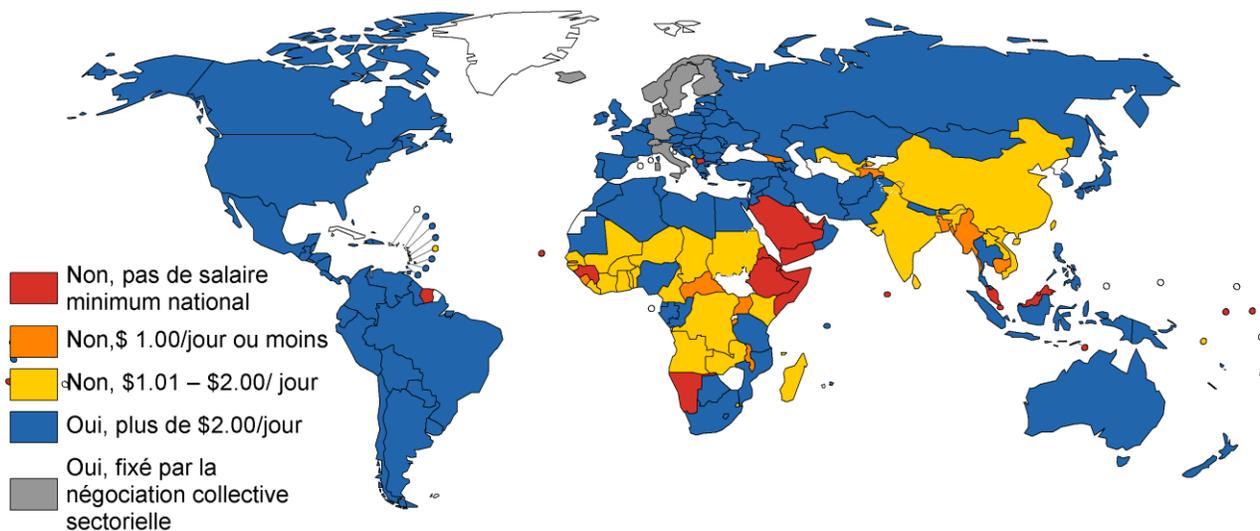
Protéger le revenu en cas de chômage

- 90% des pays garantit au moins une certaine forme de protection du revenu en cas de chômage.
- Cependant, 45% des pays seulement exigent que les employeurs payent une indemnité de départ et ne fournissent pas de prestations de chômage à travers l'assurance sociale, excluant ainsi les nombreuses femmes qui travaillent dans l'économie informelle.
- Seuls 15% des pays étendent explicitement des prestations de chômage pour les travailleurs indépendants, un groupe qui comprend quelques-unes des femmes les plus pauvres dans le monde.

Garantir des pensions pour les personnes âgées

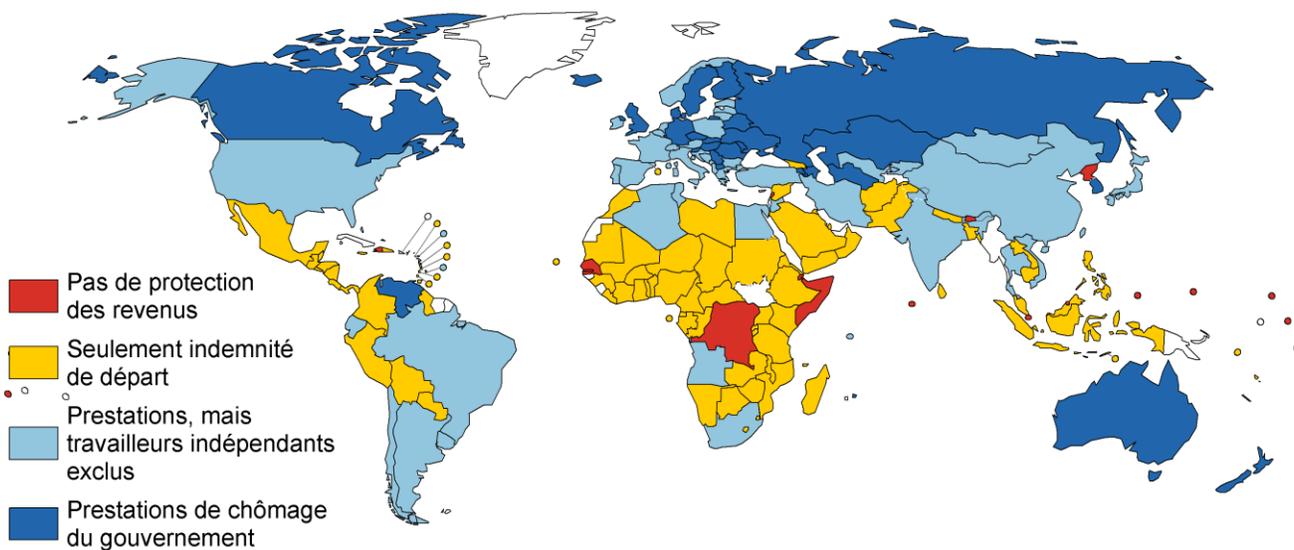
- Bien que 95% des pays ont une forme quelconque de système de retraite en place, 49% des pays seulement disposent d'un système contributif.
- Les preuves montrent que les systèmes non contributifs agissent comme un filet de sécurité important pour les femmes dans la vieillesse, mais seulement 43% des pays garantissent à la fois les prestations contributives et non contributives.

Carte 1 : Y a-t-il un salaire minimum national qui sort une travailleuse et un enfant de la pauvreté?



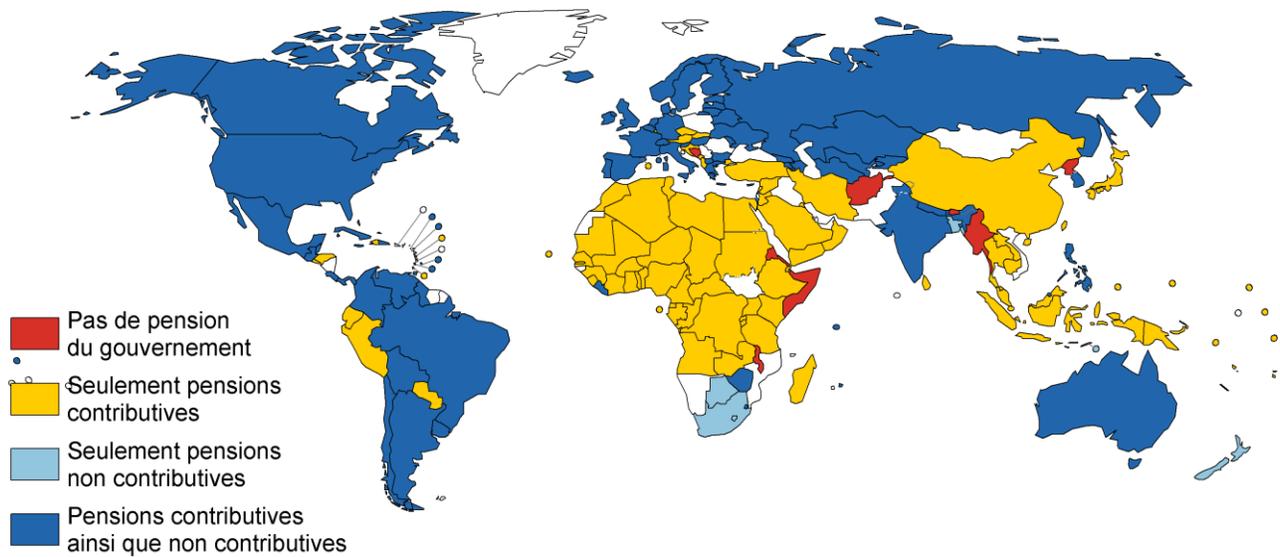
Source: Centre d'analyse des politiques mondiales (WORLD), base de données sur la réduction de la pauvreté. Les données reflètent la législation disponible en mars 2012

Carte 2 : Y a-t-il des protections de revenu en cas de chômage?



Source: Centre d'analyse des politiques mondiales (WORLD), base de données sur la réduction de la pauvreté. Les données reflètent la législation disponible en mars 2012

Carte 3 : Y a-t-il des protections de revenu pour les personnes âgées?



Source: Centre d'analyse des politiques mondiales (WORLD), base de données sur la réduction de la pauvreté. Les données reflètent la législation disponible en mars 2012

Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'orientation de WORLD et MACHEquity, "Politiques de salaire minimum pour soutenir les femmes et leurs familles dans 121 pays à faible et moyen revenus."

À propos de WORLD: Le Centre d'analyse des politiques mondiales (WORLD) vise à améliorer la quantité et la qualité des données comparatives mondiales sur les politiques touchant la santé humaine, le développement, le bien-être, et l'équité. Avec ces données, WORLD informe les débats politiques, facilite des études comparatives sur le progrès, la faisabilité, et l'efficacité des politiques, et avance les efforts pour engager la responsabilité des décideurs.

© mars 2015 WORLD Policy Analysis Center